

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 47 (1906), p. 397-400

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1906\\_\\_47\\_\\_397\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__397_0)

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

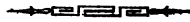
Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 12. — DÉCEMBRE 1906



### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1906

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 17 octobre 1906. — Nomination de deux membres titulaires et d'un membre correspondant. — Présentation des ouvrages par M. le Secrétaire général. — Renouvellement du conseil pour 1907. — Propositions du conseil. — Nécrologie. — Communication de M. Barrat sur l'enquête de l'apprentissage dans l'industrie de l'ameublement; discussion : MM. A. Fontaine, March, Limousin, Malzac.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Arthur FONTAINE, président.

Le procès-verbal de la séance du 17 octobre 1906 est adopté à l'unanimité.

Sont admis, après avoir été présentés dans la dernière séance, comme membres titulaires : M. SUAREZ, ministre plénipotentiaire du Nicaragua au Venezuela, et M. CAGNINACCI, vice-président du conseil général de la Corse, et comme membre correspondant, M. RUIZ, directeur général de la statistique du Venezuela.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture des titres des publications et documents reçus depuis la dernière séance et dont on trouvera la liste page 423. Il signale en particulier le quatrième et dernier volume du *Recensement de la population de 1901* (1).

M. le PRÉSIDENT annonce que le Conseil proposera à l'assemblée générale :

*Président pour l'année 1907* : M. L. MARCH, chef des services techniques de la statistique générale de France et du recensement au Ministère du travail et de la prévoyance sociale.

*Vice-président pour trois ans* : M. LIMOUSIN, directeur du *Bulletin des sommaires*.

*Membres du conseil pour trois ans* : MM. DESROY DU ROURE, directeur des finances de la ville de Paris, et CADOUX, chef du service à la préfecture de la Seine.

M. le Président rappelle que, conformément à l'article 6 du règlement, toute candidature proposée par cinq membres au moins est de droit ajoutée à la liste du conseil, pourvu qu'elle soit transmise au secrétaire général dans les huit jours qui suivront la présente séance.

1 C'est le rapport publié en tête de ce volume qui paraît actuellement dans le Journal (voir numéro de novembre 1906, page 368, et le présent numéro, p. 406).

M. Alfred NEYMARCK fait part à la Société du décès de notre collègue, M. Lamane, qui faisait partie de la Société de statistique depuis 1882. M. Lamane était un travailleur aussi instruit et compétent que modeste. Sous-chef de division au Crédit foncier, il était entouré de l'estime et de la sympathie de tous. M. Lamane, jeune encore, avait été secrétaire de Michel Chevalier, puis lauréat de l'Institut pour le prix Wolowski. Les travaux statistiques et économiques avaient en effet pour lui beaucoup d'attrait. La perte de notre confrère sera vivement ressentie par les membres de notre Société, ainsi que par ceux de la Société d'économie politique dont il faisait également partie.

L'ordre du jour appelle la lecture par M. Barrat de la communication relative à l'enquête sur l'apprentissage dans l'industrie de l'ameublement.

M. BARRAT rappelle que dans ladite enquête l'Office du travail s'est proposé de rechercher dans quelle mesure l'on tient compte des circonstances principales qui influent sur le salaire (âge, sexe, spécialité professionnelle, ancienneté), le gain de l'ouvrier dépendant de la manière dont il a appris les éléments de son métier.

Mais avant d'examiner les résultats, l'orateur pense qu'il est utile de faire un rapide exposé de l'évolution de l'industrie de l'ameublement et de l'apprentissage sous l'ancien régime.

Après avoir exposé le rôle dans l'apprentissage, sous l'ancien régime, du groupe des artisans de la galerie du Louvre, de la manufacture royale des meubles de la couronne aux Gobelins, des cours de dessin de l'académie de Saint-Luc, de l'école du peintre Chevalier, le conférencier examine la situation de l'industrie de l'ameublement au dix-neuvième siècle. Il indique que pour donner à l'apprenti un enseignement complet du métier (qu'il est devenu très difficile de trouver à l'atelier, par suite du progrès de l'emploi des machines et de la spécialisation des travailleurs), on a créé, dans les trente dernières années principalement, de nombreuses écoles et des cours professionnels dont quelques-uns sont consacrés exclusivement à l'industrie de l'ameublement.

Dans l'enquête sur les conditions actuelles de l'apprentissage, on a recueilli les avis des syndicats patronaux et ouvriers sur la valeur des divers modes d'enseignement du métier; mais la véritable base de l'enquête a été constituée par des questionnaires adressés à chaque chef d'établissement. On lui a demandé d'indiquer *pour chacun de ses ouvriers* : son salaire, son âge, sa spécialité professionnelle, son ancienneté dans la maison, de dire s'il a fait son apprentissage dans la maison, s'il a fréquenté une école, des cours professionnels; *pour chaque apprenti* : son salaire, s'il y a lieu, de signaler s'il a suivi, avant ou depuis son entrée en apprentissage, des cours techniques; s'il exerce le même métier que son père; en outre de mentionner le nombre des apprentis formés dans les dix dernières années, le temps et la nature de l'apprentissage. D'après un millier de réponses reçues qui représentent la situation d'un cinquième environ du personnel ouvrier trouvé au recensement de 1901 dans les métiers de l'ameublement, on a pu constater l'abandon presque absolu du contrat d'apprentissage écrit; cependant, d'après les déclarations de la majorité des patrons, la majeure partie des apprentis terminent leur temps d'apprentissage. Cette durée varie de trois à cinq ans; elle est le plus souvent de trois ans. Les apprentis reçoivent pour la plupart des gratifications; quelques-uns un véritable salaire. Le métier du père a exercé sur le choix du métier du fils une sorte d'attraction; un tiers des apprentis ont suivi le métier du père, mais la proportion des apprentis dans l'atelier par rapport au nombre des ouvriers n'a pas dépassé, même dans les petits ateliers, 1 apprenti pour 10 ouvriers.

Pour les ouvriers, on a pu constater une certaine fixité dans la même maison, puisque un cinquième d'entre eux n'ont pas quitté leur premier maître. La grande majorité des ouvriers est constituée par des hommes âgés de vingt-cinq à quarante-quatre ans. Le salaire pour l'ensemble des ouvriers a présenté un assez bon groupement, cependant, pour les ouvriers âgés de plus de soixante-cinq ans, les salaires sont généralement descendus au même taux que ceux des ouvriers âgés de moins de vingt-cinq ans. Si on considère les ouvriers formés dans les écoles ou dans les

cours professionnels, on remarque que, grâce à l'ensemble d'institutions de ce genre réparties dans toute la France, leur nombre s'élève à 700 sur un total de 8 500 ouvriers.

On a comparé les salaires de ces ouvriers à ceux des ouvriers qui n'ont reçu aucun enseignement technique en dehors de l'atelier. On a pu ainsi remarquer qu'en général les ouvriers formés dans les écoles professionnelles n'étaient arrivés aux hauts salaires du métier que lorsqu'ils avaient acquis à l'atelier la pratique du métier, et que leurs salaires n'étaient pas sensiblement plus élevés que ceux de leurs camarades formés uniquement à l'atelier. On doit ajouter qu'un certain nombre d'ouvriers, élèves d'écoles professionnelles, quittent l'atelier pour devenir dessinateurs, vendeurs dans les magasins, ou même prendre un autre métier, de telle sorte que le nombre des ouvriers formés dans les écoles professionnelles et trouvés à l'atelier décroît très rapidement avec l'âge et dès vingt-cinq ans. Il convient cependant de remarquer que le nombre des façonniers qui envoient leurs fils à l'école professionnelle indique que le monde du travail en apprécie l'enseignement.

M. le PRÉSIDENT félicite M. Barrat de son intéressant travail, qui paraîtra *in extenso* dans un prochain numéro, puis, commentant l'exposé qui vient d'être fait, fait remarquer que les aspirations des élèves de l'école professionnelle ne sont pas celles d'ouvriers mais plutôt de petits bourgeois, l'enfant cherchant à s'élever de classe. C'est ainsi que les écoles des maîtres mineurs fournissent des sous-ingénieurs, des employés de bureau et non des maîtres mineurs. L'instruction permet à l'enfant de sortir de la position d'ouvrier, et c'est ainsi que les écoles professionnelles ont manqué leur but, bien souvent. Les cours professionnels l'ont mieux atteint.

Relativement aux changements de patron, on a indiqué l'avantage recueilli par une acquisition de connaissances, de « trucs de métier » ; mais l'ouvrier qui change est probablement plus apte à s'instruire que l'ouvrier sédentaire certainement plus timide ou n'ayant pas connaissance de sa valeur.

M. LIMOUSIN dit qu'aujourd'hui l'industrie manufacturière emploie la division du travail pour la production à bon marché. Cette spécialisation ne demande pas la même instruction professionnelle ; l'apprentissage lui semble donc infiniment moins nécessaire qu'autrefois. En 1876, en visitant une fabrique de revolvers, il vit de simples hommes de peine découpant à l'aide de machines des pièces de revolver, c'est-à-dire des pièces de précision. De même pour l'apprentissage, qui baisse parce qu'on en a moins besoin : c'est là un résultat normal de la transformation industrielle.

L'inconvénient de l'instruction professionnelle réside surtout dans le chômage. Si l'ouvrier perd sa place, il ne peut rien faire autre chose et ils sont peu nombreux ceux qui changent complètement de métier. On se dit : je dois vivre de mon métier.

Pour M. Limousin on doit apprendre aux enfants à se servir de leurs mains et à comprendre le travail qui leur est confié. M. de Salicis a introduit cet enseignement chez lui et les jeunes gens qu'il a instruits sont devenus très bons et ont fait des ouvriers suffisants pour la nouvelle industrie.

Ce serait là l'avenir : le chômage serait moins à craindre car, en cas de perte de travail dans un atelier ou de transformation industrielle, l'ouvrier trouverait plus facilement une nouvelle position.

M. A. FONTAINE rappelle qu'au Conseil supérieur du travail on a longuement discuté sur l'idée de M. Limousin qui pense avec raison que l'ouvrier ne doit pas être voué à sa spécialité.

M. MALZAC rappelle les résultats de l'école de la rue Tournefort dans laquelle on travaillait le bois et le fer et où l'on exécutait enfin le moulage. Le bois était mal équarré, le fer mal travaillé et les enfants sortaient connaissant un peu tout et assez mal chacune des parties, mais ils avaient une parfaite connaissance du dessin.

M. Lucien MARCH constate qu'aujourd'hui on est à peu près d'accord pour enre-

gistrer la fin des précédentes formes d'apprentissage et pour reconnaître la nécessité d'une orientation nouvelle de l'éducation ouvrière. Ici les idées ont suivi le mouvement des chiffres, c'est-à-dire qu'elles ont varié avec l'importance respective des deux catégories : patrons et ouvriers.

Autrefois, sous l'ancien régime, les ouvriers (au sens où l'on entend le mot aujourd'hui) étaient peu nombreux, le nombre des maîtres étant beaucoup plus considérable. Alors les anciennes conditions d'apprentissage avaient pour objet exclusivement le recrutement des maîtres. Puis, par l'effet du changement des conditions du travail, les ouvriers se sont multipliés. La Révolution aidant, leur instruction devint l'objet principal des préoccupations. Dans la pensée de créer de bons ouvriers, on créa des écoles des arts et métiers, des bibliothèques, des musées. Ces créations furent surtout utiles aux patrons et aux artisans. Elles aidèrent à la formation de chefs de travaux, d'ingénieurs, de dessinateurs, d'employés, mais produisirent peu d'ouvriers proprement dits. Plus tard, avec le développement rapide de la grande industrie et des grandes entreprises, qui signala la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la question de l'éducation ouvrière devint plus pressante.

Après la guerre de 1870, ceux qui furent chargés de l'étudier eurent dans les écoles la même foi que leurs devanciers. Les résultats dont M. Barrat nous a fait un très clair exposé se sont montrés les mêmes qu'auparavant. Les écoles nouvellement formées ont peu d'ouvriers et ceux-ci ne semblent pas placés à un rang sensiblement supérieur à celui des ouvriers formés à l'atelier. L'expérience a donc pleinement démontré que les véritables ouvriers ne peuvent se former en nombre que dans les ateliers. Si les écoles n'avaient pas d'autre utilité, on pourrait douter de leur efficacité. Elles ont heureusement d'autres effets.

Ce qu'il y a d'incontestable, c'est qu'il faut autre chose. Mais il convient de ne pas perdre de vue la distinction établie par M. Limousin et M. le Président entre les ouvriers en possession d'un métier et les manœuvres ou hommes de peine attachés à une besogne fragmentaire se répétant indéfiniment. Si, pour les premiers, on conçoit que les cours professionnels annexés à l'atelier ont pour objet l'enseignement intégral du métier, la théorie jointe à la pratique, les conditions sont autres pour les seconds. M. March ne saurait approuver sans réserves l'idée de consacrer les cours à donner aux jeunes ouvriers l'apprentissage de plusieurs métiers. S'il s'agit de professions comme celles de menuisier ou de forgeron, par exemple, ce n'est pas dans les cours professionnels que l'on pourra les apprendre; une trop longue pratique est nécessaire. S'il s'agit des hommes de peine, M. Limousin vient d'indiquer lui-même que quelques semaines suffisent à un ouvrier pour apprendre à conduire soit les machines qui fabriquent les pièces métalliques d'un revolver, soit les machines à bois qui produisent des crosses de fusil. Ces quelques semaines, aucun cours professionnel ne les lui fera économiser.

Ici, la question est principalement de ne pas laisser le jeune ouvrier exclusivement en face de la besogne abrutissante qu'il accomplit au cours de sa journée; on doit lui ouvrir l'esprit, l'intéresser aux machines qu'il emploie ou qu'il voit autour de lui, et aussi sans doute élargir son horizon, comme le désire M. Limousin, afin d'accroître sa possibilité d'utilisation en cas de chômage.

Sans ces réserves, il semble que l'idée de faire apprendre aux jeunes ouvriers plusieurs métiers conduirait à de nouvelles déceptions.

M. LIMOUSIN insiste de nouveau sur la nécessité de la dextérité manuelle.

La séance est levée à 11 heures un quart.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président,  
A. FONTAINE.